

LETTRE FLASH N° 133

APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU 2 JUILLET 2026

La rentrée sociale va être chaude !

Nous venons de vivre un épisode caniculaire d'une intensité inédite. Si les conséquences sur les élèves et personnels de l'enseignement scolaire ont été largement documentées dans la presse, ses effets sur les étudiant·es et les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche n'ont pas rencontré le même écho. La responsabilité de la gestion de cette crise a été renvoyée à l'autonomie des universités, et une nouvelle fois à une gestion locale de la misère.

Le SNESUP-FSU exige du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche qu'il mette tout en œuvre pour offrir des conditions de travail décentes à ses personnels et ses étudiant·es y compris en période caniculaire. Le SNESUP-FSU demande qu'un bilan rende compte de la gestion de la crise pour chaque établissement. Face au dérèglement climatique, le ministère doit prendre d'urgence les mesures qui s'imposent et investir durablement notamment dans la rénovation du bâti universitaire.

À rebours des mesures nécessaires, le rapport issu des "Assises du financement des universités" acte le désengagement de l'État du service public

de l'ESR. S'il reconnaît une situation financière tendue, il refuse de regarder la réalité en face : un sous-financement chronique et patent de l'État accentué depuis 2024. La seule solution prônée réside dans la diversification par les établissements de leurs ressources propres dont la multiplication par cinq des frais d'inscription pour tou·tes les étudiant·es qui viendrait s'ajouter à la restriction drastique des exonérations de frais différenciés et la suppression des APL pour les étudiant·es extra-communautaires non boursier·es. Alors que le nombre de candidat·es à l'enseignement supérieur augmente, le nombre de places sur Parcoursup et MonMaster se réduit si bien qu'une part sans cesse croissante d'entre elles et eux va se retrouver sur le bord du chemin. De même, avec la dernière réforme de la formation initiale des enseignant·es, le gouvernement choisit aussi de sacrifier une grande partie de la cohorte des étudiant·es non lauréat·es en limitant leur droit à la poursuite d'études. Selon le SNESUP-FSU, pour que l'université remplisse ses missions, l'augmentation de la subvention pour charge de service public est indispensable.

Sous prétexte de protéger la liberté académique, l'autonomie institutionnelle des universités mise en avant au niveau européen et promue par France Universités ne fait qu'aggraver les politiques nationales instaurées depuis 2007 (LRU, loi ESR, etc.) : une autonomie financière dans la gestion de la pénurie des établissements, une autonomie sous contrainte assortie d'une caporalisation et d'une restriction des libertés des enseignant·es du supérieur et des enseignant·es-chercheur·es.

Le SNESUP-FSU appelle à peser dès la rentrée pour obtenir des cadres de financement à la hauteur des besoins

de recherche et de formation du plus grand nombre, au plus haut niveau de qualification, vecteur d'égalité sur tout le territoire. Il appelle à défendre la liberté académique dans sa dimension collégiale, fondement de l'université.

Le SNESUP-FSU appelle l'ensemble de la communauté universitaire à organiser des assemblées générales pour construire une grève dans l'unité la plus large le **mardi 15 septembre**, jour de réunion du CNESER de rentrée et à travailler à des plans d'action adaptés aux situations locales pour mettre en avant sa conception du service public de l'ESR.

Le SNESUP-FSU réclame :

- des **formations publiques émancipatrices, gratuites et accessibles** à toutes et tous ;
- une organisation et une **gestion démocratique et collégiale** des universités ;
- une politique de **développement de la recherche publique** ;
- une **formation des enseignant·es universitaire et professionnelle** de haut niveau respectueuse des différents acteurs ;
- une **augmentation de 8 Md€ du budget** de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire dès la loi de finances initiale pour 2027.

Voir le programme du SNESUP-FSU : [8 mesures pour le service public de l'ESR](#).

VOTE : 24 pour, 1 contre, 2 abstentions, 0 NPPV